

## charge fiscale élevée en suisse

En comparaison internationale, la Suisse est régulièrement considérée comme un paradis fiscal. Les chiffres de l'OCDE ajoutent de l'eau au moulin. Cependant, si on tient compte de l'ensemble des prélèvements obligatoires et impôts, la situation est toute autre. La Suisse fait partie des pays, au sein de l'OCDE, qui imposent les ménages et l'économie dans une mesure supérieure à la moyenne. La forte hausse des charges au cours des deux dernières décennies est préoccupante.

## QUESTIONS DE RÉPARTITION

---

### RÉSUMÉ

## CHARGE EFFECTIVE TOTALE DES MÉNAGES ET DE L'ÉCONOMIE EN SUISSE

Au niveau international, la Suisse est régulièrement présentée comme un pays à basse fiscalité ou un paradis fiscal. Ainsi, dans le classement de l'OCDE relatif à la charge fiscale totale, elle se situe en bonne position. En réalité, la charge fiscale totale est beaucoup plus élevée en Suisse que ne l'indiquent les comparaisons internationales.

La quatrième fiche d'information<sup>1</sup> examine la charge fiscale totale induite par les impôts et les prélèvements en Suisse. À combien se monte la charge totale effective et où se situe-t-elle en comparaison internationale ? Qu'en était-il en 1990 ? Quelle évolution les prélèvements fiscaux ont-ils induite ? Les données utilisées pour examiner ces questions sont tirées de publications actuelles de l'OCDE, de l'Administration fédérale des finances (AFC), du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) ainsi que de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

### Quote-part fiscale élevée

La quote-part fiscale est l'étalon qui permet de mesurer les charges des ménages et de l'économie occasionnées par les impôts et les prélèvements. C'est le rapport entre la somme des recettes de l'État provenant des impôts et des prélèvements et le produit intérieur brut (PIB). L'OCDE calcule la quote-part fiscale chaque année. D'après cette organisation, la Suisse affiche une des charges fiscales les plus basses en comparaison internationale (27,1 %). Selon la figure 1, seuls les États-Unis ont une charge fiscale inférieure. Même l'Irlande se situe légèrement au-dessus de la Suisse.

Dans ces conditions, il est logique d'affirmer que la Suisse fait partie des pays qui connaissent une faible imposition des ménages et des entreprises.

Cependant, la méthode de calcul de l'OCDE n'inclut pas tous les prélèvements obligatoires. Elle tient compte uniquement de ceux perçus directement par l'État. Les prélèvements obligatoires perçus par des institutions de droit privé ne sont pas pris en considération. Les cotisations en faveur de la prévoyance professionnelle (PP), de l'assurance accidents (AA) de l'assurance maladie obligatoire (AM) ainsi que des allocations familiales sont prélevées par des institutions de droit privé. D'autres pays comme les Pays-Bas et le Danemark connaissent également des cotisations obligatoires qui ne sont pas prélevées par l'État et donc ignorées dans les calculs de l'OCDE. Cependant, la part de ces prélèvements passés sous silence est très élevée en Suisse. Si on tient

---

<sup>1</sup> Cf. aussi *economiesuisse* (2014) :

- Fiche d'information n° 1: Répartition équitable des revenus en Suisse
- Fiche d'information n° 2 : La charge fiscale sur les revenus a reculé depuis 1990
- Fiche d'information n° 3 : Importance accrue des recettes d'impôt depuis 1990

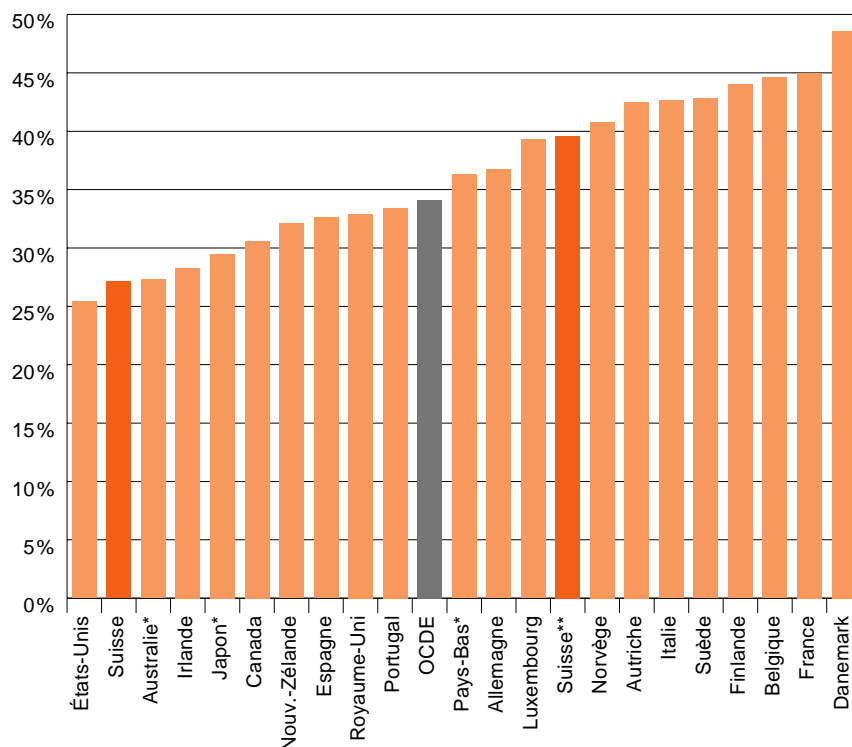
**Le calcul de l'OCDE ignore l'ensemble des prélèvements obligatoires.**

compte de tous les prélèvements, la quote-part helvétique passe à 39,6 %<sup>2</sup> – soit 12,5 points de plus que la valeur calculée par l'OCDE. Avec une telle quote-part fiscale, la Suisse se situe nettement au-dessus de la moyenne de l'OCDE (34,1 %) et se retrouve dans la moyenne supérieure du classement. La Suisse n'est ainsi plus tellement éloignée des pays scandinaves, connus pour leur lourde fiscalité.

Figure 1

La première impression est trompeuse. Si on tient compte de tous les impôts et prélèvements obligatoires, la quote-part de la Suisse est supérieure à la moyenne de l'OCDE. Notre pays se situe dans la moyenne supérieure du classement.

### Quotes-parts fiscales 2013 en comparaison internationale (impôts et prélèvements, en % du PIB)



\* Quote-part fiscale 2012

\*\*Quote-part fiscale 2012 sur la base de tous les impôts et prélèvements

Sources: OECD Revenue Statistics 1965–2013, OFAS (2014), AFF (2014), Seco (2014), calculs d'economiesuisse.

Seul le Portugal enregistre une progression encore plus forte de sa quote-part fiscale.

### Hausse inquiétante de la quote-part fiscale

La Suisse atteint également des valeurs élevées si l'on adopte une approche dynamique. En effet, la charge fiscale totale supportée par les consommateurs et l'économie a fortement augmenté au cours des vingt dernières années (cf. figure 2). Selon la définition de l'OCDE, la quote-part fiscale de la Suisse a augmenté de 3,5 points entre 1990 et 2013 – si on inclut tous les prélèvements obligatoires, ce sont 6,3 points en plus (entre 1990 et 2012). Cela correspond à une croissance de respectivement 14,8 % et 19,2 % sur 23 et 22 ans. Pendant la même période, la charge fiscale moyenne de l'OCDE a seulement augmenté de 5,9 % (+1,9 point). Seul le Portugal a vu sa quote-part fiscale s'alourdir davantage que celle de la Suisse. Plusieurs pays de l'OCDE, dont la Suède, ont réduit considérablement la leur. Au cours des deux dernières décennies, les charges supportées par les consommateurs et l'économie ont diminué de 13 % (-6,7 points). En 1990, la charge fiscale totale

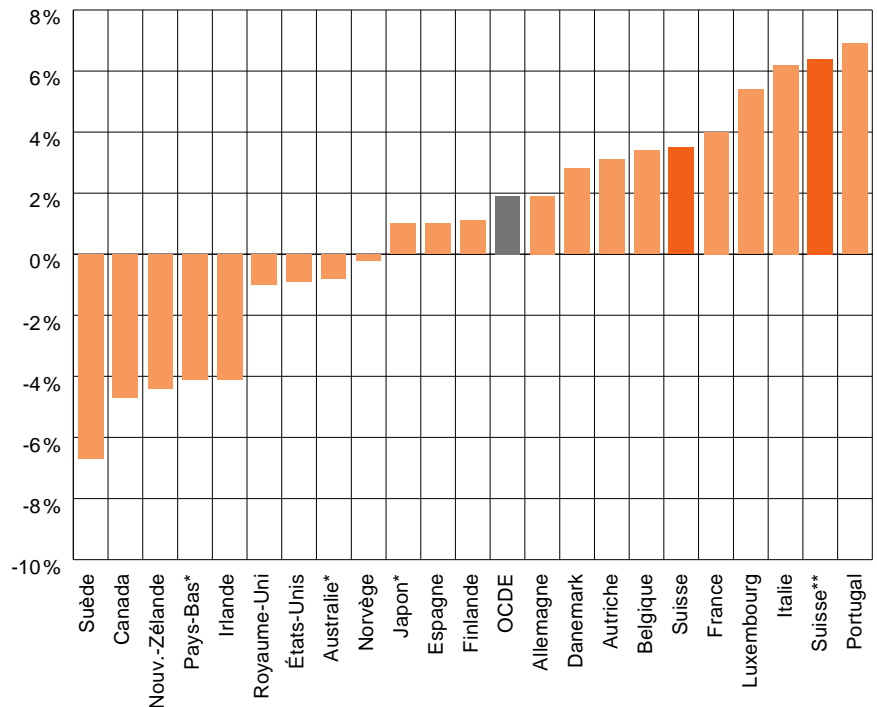
<sup>2</sup> Ce chiffre correspond à la quote-part fiscale de 2012, car les chiffres de la prévoyance professionnelle pour 2013 n'ont pas encore été publiés.

de la Suède était supérieure de 16,3 points à celle de la Suisse, alors qu'aujourd'hui l'écart n'est plus que de 3,2 points.

En Suisse, tant les recettes fiscales que les cotisations d'assurance sociale ont enregistré une croissance supérieure à celle du PIB. Les recettes fiscales étatiques ont presque doublé entre 1990 et 2012 (+95 %), tandis que le PIB a augmenté de 75 %. Une des explications pour l'envolée des recettes fiscales est la progressivité du système fiscal helvétique : lorsque la conjoncture est bonne, les revenus augmentent plus fortement ce qui, progressivité oblige, entraîne des recettes fiscales supérieures à la moyenne. Les impôts indirects sont une autre cause de l'augmentation de la quote-part fiscale. Depuis son introduction en 1995, la TVA a été relevée trois fois (1999, 2001, 2011). Les recettes qu'elle génère ont plus que doublé pendant cette période (+129 %). Les impôts sur la circulation routière ont également connu une forte hausse (+580 %, introduction de l'impôt sur les véhicules en 1997 et de la redevance poids lourds liée aux prestations RPLP en 2001). Les cotisations en faveur des assurances sociales aussi se sont alourdies. Cette évolution tient à la hausse des salaires, à l'immigration, au relèvement des cotisations de l'assurance chômage (AC) et des allocations pour pertes de gain (APG) ainsi qu'à l'augmentation des coûts dans le domaine de la santé.

**Figure 2**  
**La Suisse est l'un des pays dont la quote-part fiscale a le plus augmenté, également selon les calculs de l'OCDE. Si on tient compte de tous les impôts et prélèvements obligatoires, seul le Portugal enregistre une hausse supérieure.**

**Évolution de la quote-part fiscale, entre 1990 et 2013 (en points)**



\* Quote-part fiscale 2012  
 \*\*Quote-part fiscale 2012 sur la base de tous les impôts et prélèvements

Sources: OECD Revenue Statistics 1965–2013, OFAS (2014), AFF (2014), Seco (2014), calculs d'economiesuisse.

**Conclusion**

La Suisse est à la hauteur de sa réputation de paradis fiscal, mais seulement au premier regard. En effet, la quote-part calculée par l'OCDE ignore des prélèvements obligatoires importants qui représentent une charge considérable.

Si ces prélèvements sont pris en considération, la Suisse remonte dans le classement. Il est vrai toutefois que d'autres pays sont dans le même cas, c'est-à-dire que l'OCDE ignore certains de leurs prélèvements. Cela dit, ce facteur est particulièrement important en Suisse.

Au cours des deux dernières décennies, les recettes fiscales ont enregistré une croissance particulièrement forte. La charge fiscale des consommateurs et de l'économie a d'ailleurs augmenté de plus de 19 % au cours des deux dernières décennies. Au sein de l'OCDE, la moyenne est de 5,9 %. Certains pays de l'OCDE ont fait baisser leur quote-part fiscale, parfois dans une mesure considérable. Une charge fiscale élevée est un avantage concurrentiel. La Suisse ferait bien de s'en souvenir.

Les réformes à venir doivent, autant que possible, être financées avec les moyens existants et non par le biais de hausses des impôts et des prélèvements. Il convient également d'être attentif à l'évolution des coûts du côté des assurances sociales. Des dynamiques particulièrement fortes sont possibles, lorsqu'on ne parvient pas à endiguer les coûts au moyen de réformes structurelles. On pense en priorité à l'AVS, pour laquelle un projet de révision est en discussion. Cependant, des réformes structurelles sont aussi nécessaires du côté de l'AI. Il faut refuser tout nouveau développement des assurances sociales – également au vu de la forte croissance de la quote-part fiscale ces dernières années. En effet, leur expansion aurait des conséquences négatives sur la place économique suisse et donc sur la croissance, ce qui réduirait la prospérité.

QUESTIONS DE RÉPARTITION  
SERVICES

---

## INFORMATIONS

### Dossiers et liens

[www.economiesuisse.ch/fr/themen/fin/verteilungsfragen](http://www.economiesuisse.ch/fr/themen/fin/verteilungsfragen)

- dossierpolitique Quote-part fiscale de la Suisse : des apparences trompeuses
- Quote-part fiscale : la Suisse n'est pas un paradis
- dossierpolitique Finances fédérales : donner la priorité à la troisième réforme de l'imposition des entreprises

Votre personne de contact chez economiesuisse :

Vincent Simon  
Responsable de projets Finances et fiscalité  
[vincent.simon@economiesuisse.ch](mailto:vincent.simon@economiesuisse.ch)